



Echos de la

MONUSCO

La sécurité, l'enjeu principal des élections



Interview : Mathieu Bouah Bile

Sommaire



Photo ONU

3 Nouvelles

Roger Meece juge positif le processus électoral en RDC

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la RDC, au Conseil de sécurité à New York

5 Nouvelles

Un rapport de Ban Ki-moon alerte sur la situation sécuritaire et humanitaire pendant la période préélectorale

7 Interview

Mathieu Bouah Bile : "La MONUSCO mettra tout en oeuvre pour contribuer aux élections apaisées"

9 Analyse

L'appui de la MONUSCO à la CENI

11 Reportage

Goma : les zones rurales seraient-elles ignorées par les candidats aux élections?

13 Niangara : de nombreux défis à relever avant le scrutin

14 Uvira : la MONUSCO pour le dialogue social et les élections pacifiques

Photo de couverture : L'acheminement du matériel électoral à Goma, chef-lieu de la province du Nord Kivu par la MONUSCO - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Horizon

La sécurité et l'apaisement des élections, un enjeu principal

Par Joseph Tshimanga

Le 18 octobre 2011, à New York, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont réitéré leur appel à des élections crédibles et pacifiques pour lesquelles le gouvernement de la République démocratique du Congo porte les premières responsabilités. Le Conseil de sécurité était préoccupé par les rapports selon lesquels des actes de violence liés aux élections se sont produits dans les rues de Kinshasa et il a appelé toutes les parties congolaises à participer aux élections de manière "constructive et pacifique".

Les membres du Conseil ont demandé à la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo de continuer d'apporter leur soutien à l'organisation et à la tenue des élections, comme prévu dans la résolution 1991 (2011). En particulier, ils ont engagé le Représentant spécial du Secrétaire général et la Mission à poursuivre leur concertation avec la Commission électorale nationale indépendante (CENI), notamment par l'intermédiaire du Comité d'accompagnement des élections, et à

Directeur de l'Information Publique
George Ola-Davies

Rédacteur en Chef
Joseph Tshimanga

Coordonnateur
Toure Penangnini

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

apporter leur concours à l'intensification des échanges de vues entre la CENI et l'ensemble des parties concernées congolaises, notamment par l'intermédiaire du Forum des partis politiques. Ils ont rappelé qu'ils avaient demandé à être tenus au courant régulièrement et sans délai des événements du processus électoral qui pouvaient les intéresser et de l'appui fourni au processus par la MONUSCO.

D'où, la sécurité et l'apaisement demeurent l'enjeu principal du scrutin du 28 novembre pour le Conseil de sécurité, qui, dans une déclaration à la presse sur la République démocratique du Congo, a estimé que la CENI se devait d'avoir un dialogue régulier avec les candidats pour que les élections se déroulent dans le calme.

“Il n'y a pas de problèmes de sécurité {majeurs, NDLR} qui peuvent empêcher les Congolais d'aller aux élections”, a souligné, par ailleurs, à la même date, le président Joseph Kabila au cours d'une conférence de presse tenue au palais de la nation à Kinshasa. *“En 2011, les élections seront crédibles, transparentes et démocratiques”* a renchéri sur ce sujet le chef de l'Etat congolais.

Le scrutin de ce 28 novembre représente un défi logistique à la mesure du pays. Quelque 180.000 urnes d'un mètre de haut ont été fabriquées par la Chine; 64 millions de bulletins de vote sont imprimés en Afrique du Sud. Ils sont repartis dans plus de 63.000 bureaux de vote afin que 32 millions d'électeurs puissent faire leur choix entre 11 candidats à l'élection présidentielle et plus de 18.000 prétendants au siège de député.

L'Etat congolais prendra à sa charge 80% des 800 millions de dollars que coûteront ces élections, contre 540 millions en 2006.

Roger Meece juge positif le processus électoral en RDC

En présentant, le 8 novembre 2011, à New York, le rapport de M. Ban Ki-moon sur la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le Représentant spécial du Secrétaire général pour la RDC a rappelé le défi logistique que constituait l'organisation des élections présidentielle et législatives du 28 novembre.



Le défi logistique que constitue l'organisation des élections présidentielle et législatives du 28 novembre est énorme, selon Roger Meece - Photo ONU

“La tenue des élections présidentielle et législatives, le 28 novembre, sera une étape cruciale dans le relèvement de la RDC”, a déclaré M. Roger Meece devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

“Les élections de novembre sont les premières d'un cycle électoral qui comprendra également la tenue de très importantes élections provinciales en 2012

et d'élections locales en 2013”, a estimé M. Meece, avant de se féliciter du bon acheminement dans le pays des kits électoraux, des isolements et autres matériels nécessaires à l'organisation des élections.

Déplorant qu'il n'y ait aucune femme candidate à la présidentielle et 12% seulement de candidates à l'Assemblée nationale, le Représentant spécial



L'acheminement dans le pays (ici à l'aéroport de Goma) des kits électoraux et autres matériels nécessaires à l'organisation des élections - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

a souligné que le climat de tension entourant la tenue de ces élections n'irait qu'en s'exacerbant au fur et à mesure que l'on se rapprochera de l'échéance électorale, le 28 novembre.

C'est pourquoi, M. Meece a exhorté les autorités congolaises à prendre les mesures qui s'imposent pour préserver la vie politique et permettre à tous les candidats inscrits et aux partis politiques en lice de participer librement et pacifiquement au jeu démocratique.

“Les hauts responsables congolais doivent s'assurer du déroulement pacifique du processus électoral”, a-t-il déclaré, en appelant les partis qui ne l'avaient encore fait à signer le Code de bonne conduite.

Sur la stabilisation...

Evoquant les défis sécuritaires, M. Meece a ensuite souligné, entre autres,

que les contingents de police congolais formés par la MONUSCO, la France, l'Afrique du Sud, le Gouvernement congolais avaient un besoin crucial d'équipements supplémentaires non létaux. *“Nous ne sommes pas en mesure de fournir ces équipements avec les ressources dont dispose la Mission”,* a-t-il regretté. À ce jour, seulement 500 000 dollars avaient été engagés sur les 3 millions nécessaires pour financer ces équipements, a-t-il fait remarquer. Des ressources supplémentaires doivent être mises à la disposition de la Mission pour poursuivre les programmes de formation de la police qui, a-t-il dit, sont *“cruciaux pour la stabilité de long terme de la RDC”*.

Le Représentant spécial a ensuite rappelé que les activités des groupes armés dans l'est du pays continuaient de poser une menace majeure pour les populations civiles et risquaient de

perturber le déroulement du processus électoral. *“La MONUSCO et les Forces armées congolaises ont perdu de leur élan dans la réponse à apporter aux activités des groupes armés, notamment dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu”,* a-t-il reconnu, en soulignant que cette riposte insuffisante était exacerbée par une pénurie des hélicoptères à la disposition de la MONUSCO.

Des groupes armés, comme les Maï Maï Yakutumba, en ont profité pour renforcer leur présence dans le Sud-Kivu et renforcé leurs liens avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), a poursuivi M. Meece. Tout est mis en œuvre, a-t-il assuré, pour protéger les civils dans la province Orientale du pays des attaques de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS).

Source : Nouvelles des Nations unies

Un rapport de Ban Ki-moon alerte sur la situation sécuritaire et humanitaire pendant la période préélectorale

Le rapport du Secrétaire général, présenté le 8 novembre, en application de la résolution 1991 (2011) du Conseil de sécurité, rend compte de l'évolution de la situation en République démocratique du Congo depuis le 12 mai dernier, notamment les faits nouveaux importants concernant le processus électoral et le concours que la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) y apporte.

La situation générale, indique le Secrétaire général, est demeurée relativement stable dans une bonne partie de la République démocratique du Congo (RDC). Les préparatifs des élections présidentielle et législatives prévues pour le 28 novembre ont continué de s'accélérer avec l'achèvement du processus d'inscription sur les listes électorales et d'enregistrement des candidats, écrit M. Ban. Le Secrétaire général rappelle les récentes statistiques publiées par la Commission électorale nationale indépendante, qui font état de plus de 32 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales.

Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, les conditions de sécurité se sont détériorées, poursuit le Secrétaire général, la pression militaire s'exerçant sur les groupes armés ayant diminué à la suite de la reconfiguration des forces armées de la RDC. Il indique que ce processus, qui a contraint les forces armées à se retirer de certaines régions, s'est aussi accompagné de nouvelles désertions d'éléments appartenant à ces forces. Certains d'entre eux, qui avaient été récemment incorporés, avaient commis des violations des droits de l'homme. Dans le même temps, le manque d'hélicoptères militaires a sérieusement entravé les efforts déployés par la Mission en vue de



M. Ban déplore que les moyens opérationnels de la MONUSCO soient devenus extrêmement limités - Photo ONU

protéger les civils, déplore M. Ban.

Le Secrétaire général revient sur les événements de la période de la campagne préélectorale qui continue d'être marquée par des violations des droits de l'homme motivées par des considérations politiques. Depuis le mois de juin, la MONUSCO a recensé 45 incidents liés aux élections et visant des membres et des partisans de l'opposition, des journalistes et des défenseurs des

commises par des éléments des forces armées. La fréquence des violations des droits de l'homme – arrestations arbitraires, détentions illégales, pillages et viols –, en particulier celles qui sont associées à des opérations militaires en cours, reste élevée, déplore le Secrétaire général.

Il note également que le nombre de cas de violences sexuelles en RDC, en particulier dans les zones où l'autorité

politiques qui sont en lice de participer librement et pacifiquement au jeu démocratique.

Il enjoint également la Commission électorale à redoubler d'efforts pour assurer l'arrivée, en RDC, à la date convenue, du matériel pour les élections provenant de l'étranger, avant de souligner que la présence d'observateurs électoraux, tant nationaux qu'internationaux, sera essentielle à la transparence du processus.

Profondément préoccupé par la persistance de la violence contre les civils, y compris les actes de violence sexuelle, le Secrétaire général déplore que les moyens opérationnels de la Mission soient devenus extrêmement limités en raison à la fois, de la réduction du nombre d'hélicoptères militaires résultant du rapatriement des hélicoptères d'attaque restants et de la réduction du nombre d'hélicoptères polyvalents.

La MONUSCO n'est plus en mesure de s'acquitter de parties essentielles des tâches prioritaires dont elle est chargée, écrit M.

Ban, qui appelle de nouveau

les États Membres, qui se sont dits prêts à doter la MONUSCO d'hélicoptères polyvalents et d'hélicoptères de combat supplémentaires, à tenir leur engagement.

Enfin, le Secrétaire général encourage les autorités congolaises à veiller à ce que les auteurs de violences sexuelles et d'autres violations graves des droits de l'homme soient tenus responsables de leurs actes. La création par la MONUSCO de cellules d'appui aux poursuites judiciaires permettra de mieux y concourir, conclut M. Ban.

Source : Nouvelles des Nations unies



Au Maniema, dans l'est du pays, des centaines de femmes se sont enrégistrées sur les listes électorales pour des élections libres, crédibles et apaisées - Photo MONUSCO - Martha Biongo

droits de l'homme, écrit M. Ban.

S'agissant de la situation humanitaire, le Secrétaire général rappelle que selon les estimations, il resterait 1,57 million de personnes déplacées en RDC, dont 1 million dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et près de 444 000 dans la province Orientale. M. Ban précise dans son rapport, qu'entre juin et juillet, le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme de la MONUSCO avait recensé 300 atteintes aux droits de l'homme attribuées à des groupes armés, et 320 violations des droits de l'homme

de l'État est absente, est demeuré préoccupant, en ajoutant que la plupart des cas de violences sexuelles ont été attribués à des hommes en uniforme, et qu'un nombre croissant de cas concernaient le viol de mineurs.

“La présence d'observateurs électoraux sera essentielle”

Dans ses observations, le Secrétaire général exhorte les autorités congolaises à prendre les mesures qui s'imposent pour préserver la vie politique et permettre à tous les candidats inscrits et aux partis



*Mathieu Bouah Bile, Directeur de la Division électorale de la MONUSCO
Photo MONUSCO/Myriam Asmani*

Une interview du Directeur de la Division électorale de la MONUSCO

Mathieu Bouah Bile : “La MONUSCO mettra tout en œuvre pour contribuer à l’organisation des élections libres, transparentes et apaisées”

Mathieu Bouah Bile, de Côte d’Ivoire, assume ses fonctions de Directeur de la Division électorale de la MONUSCO depuis le 2 août 2011. Il vient d’achever une mission à Haïti en tant que chef de la section électorale de la MINUSTAH depuis août 2010. Il a participé à de nombreuses missions d’observation électorale. Il s’est confié à ECHOS DE LA MONUSCO.

✎ Propos recueillis par Joseph Tshimanga

ECHOS DE LA MONUSCO :
Que pouvez-vous dire de votre nomination et quels sont vos premiers sentiments en ce moment où

vous prenez vos fonctions?
Mathieu Bouah Bile : Merci pour cette occasion que vous me donnez. Je pense qu’après le parcours que j’ai eu, les

Nations unies m’ont sélectionné ; j’ai eu la chance d’être retenu pour être le directeur de la Division électorale de la MONUSCO. Mes premiers

sentiments sont ceux d'encouragements pour tous les collègues de la Division, des sentiments de compassion pour certains collègues disparus lors du tragique événement du 4 avril 2010 (crash d'un avion de la MONUSCO).

Vous venez d'achever une mission à Haïti ; vous avez une grande expérience en matière électorale. Comment entendez-vous jouer votre rôle de coordonnateur de la

Division électorale de la MONUSCO ?

MBB : Je voudrais m'exprimer tout d'abord sur la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO relativement à l'appui aux élections. Aujourd'hui, dans le monde entier, en raison de l'étendue du territoire national congolais et des défis subséquents, le processus électoral en République démocratique du Congo (RDC) est des plus importants. Que comptons-nous faire dans le cadre de ce mandat ? Notre objectif, en effet, c'est de veiller scrupuleusement à mettre en œuvre le mandat de la MONUSCO tiré de la résolution 1991 du Conseil de Sécurité ; veiller à appuyer la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à organiser des élections crédibles, transparentes et apaisées. Parce que les élections sont une condition de la stabilisation du pays que nous aimons tous.

Cela nécessite une approche de communication avec la CENI. Et c'est ici le lieu de rappeler que c'est la CENI



Dialogue, à Kinshasa, entre la CENI, les candidats et les partis politiques pour que les élections se déroulent dans le calme - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

qui organise les élections tandis que la MONUSCO et d'autres partenaires apportent leur appui. Nous comptons jouer un rôle technique, d'appui et de partenariat avec la CENI. Comme le dit un adage, "la peur du caïman c'est la peur du lézard". Ceci veut dire : si la RDC ne réussit pas ses élections, ce sera un échec pour l'Afrique. Aussi, si la CENI ne réussit pas à organiser des élections apaisées, ce sera un échec pour la MONUSCO et pour d'autres partenaires. Nous souhaitons que la CENI suive ces conseils techniques.

J'ai une expérience en matière électorale mais, tout pays a ses spécificités. Et les défis sont énormes en RDC. Il y a des défis logistiques énormes, justifiés, d'abord par la taille du pays. Il y a des défis de sécurité dans plusieurs zones, elles-mêmes inaccessibles, dans l'Est. Les autres défis c'est, par exemple, veiller à ce que tous les bureaux soient équipés de la même manière. Tous les matériels

prévus doivent être livrés à temps. C'est, donc ensemble, dans un partenariat où la confiance se mêle avec le respect mutuel, l'autorité et la souveraineté de l'Etat, que nous allons apporter cet appui à la CENI.

Que pensez-vous de la demande de l'opposition, à la MONUSCO, de certifier les résultats des élections ?

MBB : La certification des élections n'est pas

spécifiquement mentionnée dans la résolution 1991 du Conseil de Sécurité. Il ne faut pas demander à la MONUSCO d'aller au-delà de ce que la Résolution n'a pas prévu.

En d'autres termes... ?

MBB : La MONUSCO n'organise pas les élections comme le perçoivent plusieurs opinions congolaises. Les élections relèvent de la responsabilité première des autorités congolaises et de la CENI. Mais, la MONUSCO mettra tout en œuvre pour appuyer l'Etat congolais qui a fait une requête pour demander cette assistance. La MONUSCO mettra tout en œuvre pour contribuer à l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes. Elle espère que d'autres partenaires joueront leur rôle respectif (les partis politiques, la CENI, les religieux, la société civile) pour faire en sorte que ces élections soient apaisées, dans un élan patriotique.

L'appui de la MONUSCO à la CENI



Le président de la Commission électorale nationale indépendante, Ngoy Mulunda - Photo Radio Okapi/John Bompengo

La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo a reçu du Conseil de Sécurité des Nations unies, le mandat d'apporter son concours pour l'organisation et la tenue d'élections nationales, provinciales et locales, sous forme d'un appui technique et logistique. Malgré la difficulté de la tâche, la MONUSCO met en œuvre son mandat en vue de la tenue effective des élections présidentielle et législatives ce 28 novembre.

✉ **Par Nana Rosine Ngangoue**

L'apport de la MONUSCO pour le volet logistique uniquement représente 74,6 millions de dollars, soit 7,5% du budget combiné pour les élections présidentielles et législatives nationales estimé à 264 millions de dollars. Le budget pour l'ensemble du cycle électoral allant jusqu'en 2013

(Révision du fichier électorale, élections présidentielle, élections législatives, élections provinciales et locales) est d'un plus d'un milliard de dollars.

Bien que présenté comme étant un défi très lourd, la MONUSCO est engagée à accompagner la Commission Electorale Nationale Indépendante

dans cet exercice jusqu'au bout. Pour y arriver, les deux institutions ont mis en place un plan logistique intégré qui a permis le déploiement du matériel électoral depuis le 15 septembre dernier. Le plan prévoit au moins 16 rotations aériennes. La MONUSCO a mis à contribution l'essentielle de sa flotte aérienne pour la réalisation de cet objectif.

Il s'agira pour la MONUSCO et la CENI de disponibiliser les kits de bureaux de vote, les isolects, les urnes, bulletins de vote, les matériels de sensibilisation etc, dans les 63.000 les bureaux de vote, 48 heures avant le début des scrutins, comme l'exige la loi.

Dialogue social

La MONUSCO est également chargée par le Conseil de Sécurité d'aider la CENI à promouvoir le dialogue entre les diverses forces vives congolaises. Pour ce faire, la Mission a appuyé l'organisation de colloques et forums des partis politiques pour des élections apaisées, offrant ainsi des cadres de dialogue entre l'organisme chargé de l'organisation des élections et l'ensemble des partenaires politiques, y compris les candidats. La signature d'un code de bonne conduite par la plupart des candidats, notamment

à l'élection présidentielle, peut être considérée comme une étape importante dans l'organisation du processus électoral apaisé.

Dans le même ordre d'idées, la MONUSCO a apporté son soutien technique dans l'organisation du Forum des Jeunes des partis politiques et des organisations de la société civile pour les élections apaisées, tenu le 21 et le 22 Octobre dernier à Kinshasa. Au cours de cette rencontre une centaine de Jeunes ont signé un "Acte d'engagement des organisations des jeunes des partis politiques et de la société civile pour des élections transparentes et apaisées", et par lequel les jeunes refusent d'être des acteurs et des victimes des violences électorales.

Dénonciation des violations des droits de l'Homme en période électorale

Le mandat de la MONUSCO comme souligné dans la Résolution 1991 concerne par ailleurs le monitoring et la dénonciation des violations des droits de l'Homme dans le contexte des élections et à y donner suite, et en usant des bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, selon les besoins.

C'est dans ce contexte qu'un rapport publié le 9 novembre par le Bureau conjoint des Nations unies aux Droits de l'Homme tire la sonnette d'alarme sur les violations des droits de l'homme perpétrées pendant la période préélectorale en RDC.

Le rapport répertorie 188 cas de violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que

nationale congolaise et de l'agence nationale des renseignements. Des exemples de violences et d'atteintes à l'ordre public par des militants des partis politiques ont également été constatés.

La Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Mme Navy Pillay, a estimé que ce type d'intimidation, de menaces et d'arrestations arbitraires est "inacceptable"

Elections transparentes, gage d'un processus apaisé

La Communauté internationale estime que la Transparence des élections est un élément essentiel pour l'acceptation des résultats. La Monusco et l'ensemble du Système des Nations Unis vont apporter leur appui, dans la limite des moyens disponibles, pour

le déploiement des observateurs internationaux et nationaux, y compris les journalistes.

La CENI va accréditer des témoins des partis politiques, des observateurs nationaux et internationaux et des journalistes internationaux, nationaux et autres intervenants.

Au total 4.046.032 badges d'accréditation sont prévus pour le cycle électoral.



La Commission électorale nationale indépendante (CENI) doit acheminer le matériel électoral dans les zones accessibles par route - Photo MONUSCO

des actes de violence perpétrés entre novembre 2010 et septembre 2011, dans le contexte des élections présidentielle et parlementaires du 28 novembre. Ces violations portent le plus souvent atteinte à la liberté d'expression des individus, au droit à l'intégrité physique et au droit à la liberté et à la sécurité de la personne, ainsi qu'au droit de réunion pacifique. Le rapport met en cause les agents de la police

Goma : les zones rurales seraient-elles ignorées par les candidats aux élections?

La campagne électorale bat son plein dans les centres urbains de la province du Nord Kivu tandis que les populations rurales continuent d'attendre.

✂ Par Alexandre Essome



Des matériels électoraux doivent être acheminés à temps dans les bureaux de vote - Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

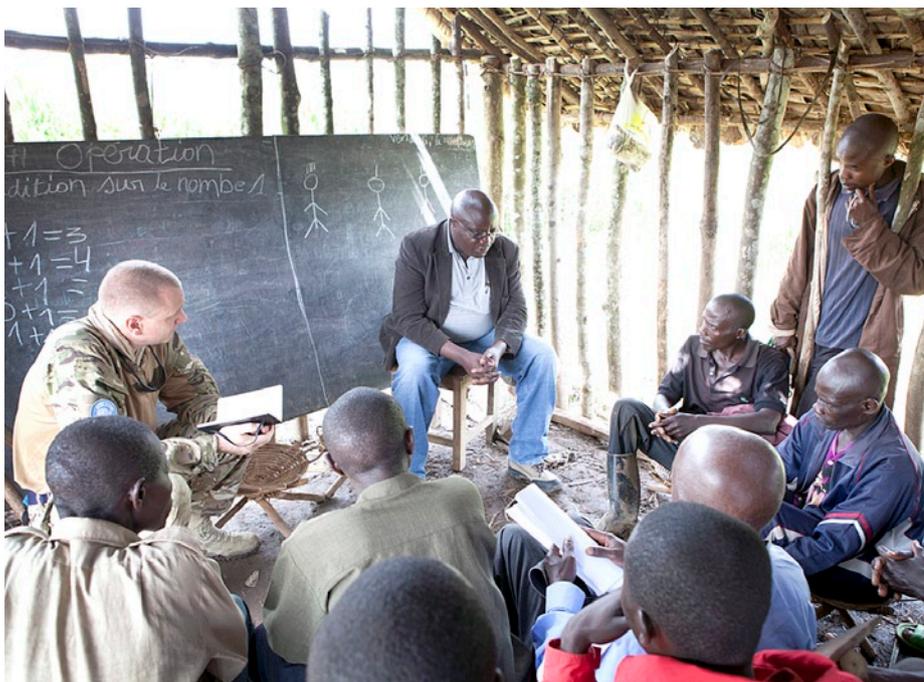
Depuis le début de la campagne électorale le 28 octobre 2011, à Goma, c'est le branle bas de combat dans les différents états-majors des partis politiques. Chaque candidat cherche à tirer son épingle de jeu, pour séduire ses partisans. La tactique

utilisée ? La transmission des messages, visuels et/ou sonores, aux électeurs. Des affiches avec ou sans photos, reprenant les noms, les numéros d'ordre et la page- qu'il faut retenir- suivant des listes électorales nominales publiées par la Commission nationale électorale

indépendante (CENI) sont parsemées à travers toute la ville de Goma.

Des meetings populaires se tiennent partout, parfois devant les échoppes ou boutiques des candidats

Goma connaît, cependant, une particularité : le début de la campagne



Une réunion, à Goma, sur l'évolution de la situation sécuritaire en prévision des élections
Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

électorale semble avoir réveillé les vieux démons de la haine. A peine commencée, la campagne dévoile un certain comportement que le Bureau provincial de la CENI qualifie, dans un communiqué rendu public le 2 novembre 2011, "d'intolérance politique". En effet, des partisans et d'autres militants de certains partis politiques arrachent, de nuit comme de jour, les affiches des candidats qui ne sont pas de leur camp.

Aussitôt que ces affiches sont montées, elles sont soit déchirées soit enlevées. Plusieurs candidats et leurs partis sont visés par les personnes qui commettent ces actes de vandalisme. Les premiers partis à avoir dénoncé ces actes à la CENI sont ceux de la Majorité Présidentielle. Un communiqué de la

CENI publié, à cet effet, rappelle à tous les acteurs politiques "la nécessité de sensibiliser leurs militants contre ce type de dérapages à l'endroit des adversaires politiques". Le vandalisme déploré est loin, toutefois, de décourager les candidats, qui multiplient des affiches dans les quartiers.

Débat politique de campagne, connaît pas

Si les affiches se multiplient dans les centres urbains de la province, les populations attendent toujours de voir les candidats débattre de leurs projets de société. Les radios locales parlent, souvent, de l'impatience de la population à connaître à font les candidats, leurs plans d'action, de changement ou de sortie des crises généralisées que traverse leur province.

Les chefs d'état-major des différents partis interrogés renchérissent sur l'impatience de la population "qu'il n'est pas encore tard, et que cela relèverait d'une stratégie électorale de garder le meilleur pour la fin".

Quand les populations rurales attendent

A l'inverse des centres urbains, les milieux ruraux n'ont pas encore été inondés d'affiches de campagne électorale.

Certains candidats expliquent le retard de "leur sortie publique" par des moyens difficiles de déplacement dans certaines localités de Walikalé, par exemple. D'autres encore parlent de l'insécurité de certaines localités de Masisi ou du territoire de Rutshuru.

Que fait la MONUSCO ? De son côté, la MONUSCO continue son appui au déploiement du matériel électoral par avion et hélicoptères. La Mission poursuit ses discussions sécuritaires avec les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Police nationale congolaise, pour convenir d'un plan définitif de sécurisation.

Le soutien de la MONUSCO au processus électoral au Nord Kivu ne s'arrête pas à la logistique. Toutes ses unités substantives, y compris militaires, sont engagées dans une vaste campagne de formation, de sensibilisation ou encore de "réarmement moral" soit des journalistes, des militants des partis politiques ou des ONG de défense de droits de l'Homme en vue d'une observation apaisée des élections. Il s'agit pour le Bureau de la MONUSCO du Nord Kivu de faire tout ce qui relève de son mandat, pour contribuer à la réussite du processus électoral.

Niangara : de nombreux défis à relever avant le scrutin

L'enclavement et le manque criant de moyens de communication et d'information risquent de perturber le déroulement des élections dans le territoire de Niangara en province orientale. Du point de vue de la logistique, la zone est décrite comme étant une zone difficile d'accès par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

✎ Par Leocadio Salmeron

Niangara, territoire de la Province Orientale, situé à 150 kilomètres au nord d'Isiro et à 97 kilomètres à l'ouest de Dungu, se meurt. Tout visiteur qui arrive, ici, a le sentiment que le temps s'est arrêté il y a de cela 40 ans. Bâtiments, ponts et chaussées en ruine, châteaux et monuments envahis par une végétation exubérante ont cessé d'être des lieux touristiques qui faisaient la beauté et la gloire de la ville.

A l'approche d'élections, Niangara manque de moyens de communication et d'information. Aucun réseau téléphonique n'est opérationnel, aucune radio, aucune chaîne de télévision n'émet dans cette partie du pays.

Sur une population totale de 130.000 personnes dans le territoire de Niangara, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) n'a enregistré que

37.000 électeurs. Niangara aura un siège au parlement national et un siège au parlement provincial.

Malgré l'isolement du territoire

que jamais déterminée à aller au scrutin. Cependant, l'accès difficile à certains bureaux de votes, ainsi que l'insuffisance des renseignements sur les candidats

constituent un handicap sérieux.

Malgré tout, la MONUSCO redouble d'efforts d'appui logistique et de renforcement de la sécurité. La localité de Niangara, de même que celles de Dungu et Faradje sont considérées par la CENI comme étant des zones difficiles. De ce fait, les premiers bulletins à être imprimés en Afrique du Sud sont ceux de ces localités et seront les premiers à être déployés en priorité. Le matériel électoral est transporté par des hélicoptères de la MONUSCO à Niangara à partir de la ville de Isiro. Le Bureau de la

MONUSCO à Dungu, en collaboration avec la CENI, sensibilise la population locale.



La localité de Niangara est considérée par la CENI comme étant une des zones difficiles d'accès - Photo MONUSCO/Leocadio Salmeron

d'autres contrées de la province, l'enclavement et l'insécurité, la population éléctrice de Niangara est plus

Uvira : la MONUSCO pour le dialogue social et les élections pacifiques

Les préparatifs du scrutin du 28 novembre vont bon train à Uvira où, dans le cadre de son appui et de son assistance logistique, la MONUSCO a remis à la Commission nationale électorale indépendante (CENI) des milliers de kilogrammes de matériels électoraux. La distribution des kits dans les centres et bureaux de vote se poursuit sans désespérer.

✂ Par Laurent Sam Oussou

A Uvira, la campagne électorale, quoique timide, lancée le 28 octobre 2011, a démarré dans le calme malgré quelques incidents mineurs. Sur place dans les rues de la ville, certains partisans des candidats aux prochaines élections présidentielle et législatives ont commis des actes de vandalisme, en arrachant et en détruisant des affiches, banderoles et effigies des personnes n'appartenant pas à leurs familles politiques respectives. Les auteurs de ces actes ont été interpellés par la Police et mis à la disposition de la justice locale.

Vraisemblablement, la campagne électorale aura débuté à Uvira sur fond d'intolérance politique. C'est le moins qu'on puisse dire, par ailleurs, avec l'interdiction, le 30 octobre, d'une émission de débats politiques sur une chaîne locale de la radio Mitumba. A l'issue d'un débat organisé avec des représentants des partis d'opposition, ce 30 octobre, au lendemain du lancement de la campagne, Robert Shemahamba, journaliste-animateur de cette émission "a reçu un mandat d'amener émis contre lui" par l'administrateur du territoire d'Uvira. Depuis, il est obligé de se cacher. "C'est une violation de liberté



Des policiers congolais ont été formés par la MONUSCO pour la sécurisation des élections - Photo MONUSCO

d'expression, une tentative de musèlement des médias, un mauvais signe du processus électoral", estime la société civile selon laquelle "Mitumba était la seule radio qui a maintenu une émission de débats contradictoires sur ses antennes".

Actions concertées pour le dialogue social

La MONUSCO/Uvira ainsi que le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'Homme, en collaboration avec la section locale du Conseil supérieur de l'Audio visuel et de la Communication (CSAC) continuent de faire prévaloir le respect de la liberté d'expression ainsi que la charte

électorale de la Radio Okapi- dont plusieurs exemplaires ont été distribués aux différents médias ainsi qu'aux responsables des partis politiques.

Les partis d'opposition accusent la majorité présidentielle de nombreux méfaits, notamment des menaces de mort, d'intimidations, d'abus de pouvoir, d'arrestations arbitraires et d'utilisation des biens et moyens de l'administration publique pour la campagne électorale. Plusieurs réunions ont été tenues par le bureau des

Affaires politiques de la MONUSCO d'Uvira avec les partis politiques des deux camps, ensemble ou individuellement, afin de créer un cadre de concertation favorable entre eux en vue des élections apaisées.

De son côté, la section des Affaires civiles (CAS) a mis sur pied un cadre de concertation intercommunautaire pour diminuer les tensions existantes entre les six groupes ethniques d'Uvira (Babembe, Bavira, Banyamulenge,

Bafulero, Banyindu, Barudi) ainsi que les clivages politiques qui les divisent.

Situation apaisée, avant tout

Plusieurs autres activités doivent être menées avec la collaboration de la MONUSCO dans différentes parties

du territoire d'Uvira pour favoriser le dialogue social et les élections apaisées. Il s'agit de rapprocher les populations civiles de la MONUSCO dans le cadre de son mandat de protection ; d'inviter ces populations ainsi que des autorités politiques, administratives et la société civile à tout mettre en œuvre pour préserver les acquis de la stabilisation.

Le contingent pakistanais de la MONUSCO stationné à Uvira poursuit son soutien aux Forces armées de la République démocratique du

les informations sécuritaires en vue d'un déploiement optimal des troupes de la MONUSCO pour prévenir les risques d'insécurité avant, pendant et après les votes.

En prévision de la sécurisation des élections, la Police MONUSCO/Uvira a terminé en octobre 2011 la formation de 216 policiers. De même, le Bureau des droits de l'Homme de la MONUSCO a mis en place un dispositif d'alerte en cas de besoin sur l'effectivité des libertés publiques et des droits des citoyens,



Les populations civiles, sous protection de la MONUSCO - Photo MONUSCO/Marie Frechon

Congo (FARDC) pour mettre fin aux activités des Mai-mai en rassurant, par le fait même, les populations. En collaboration avec les Affaires civiles de la MONUSCO, plusieurs bureaux d'observation et des équipes conjointes de protection vont être implantés dans le territoire pour recueillir et analyser

particulièrement dans le cadre électoral.

Malgré tout, la CENI /Uvira demeure confiante quant à la bonne marche du processus électoral. "L'opération du déploiement des matériels électoraux se terminera à temps", souligne le président du Bureau de la CENI, Muke Kitambala.



Pour nous contacter:

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe

Tél. : (243) 81 890 6583 - (243) 81 890 6885

site web : www.monusco.org

 www.facebook.com/monusco.org

 twitter.com/MONUSCO

 www.youtube.com/MONUSCO



Avec le condom je me protège et je protège aussi ceux que j'aime

